

Unité Bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27020 Evreux Cedex

Évreux le 09/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

REMEA Gaillon

Chemin du Halage
Lieu-dit le Noyer Fleury
27600 Gaillon

Références :
Code AIOT : 0003901459

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/12/2022 dans l'établissement REMEA Gaillon implanté Chemin du Halage Lieu-dit le Noyer Fleury 27600 Gaillon. L'inspection a été annoncée le 01/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REMEA Gaillon
- Chemin du Halage Lieu-dit le Noyer Fleury 27600 Gaillon
- Code AIOT : 0003901459
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Plateforme de traitement et de valorisation des terres polluées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement de l'AP du 20/07/2020 :

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 30/07/2020, article 9.2.6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 30/07/2020, article 2.4.4	/	Sans objet
2	Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 30/07/2020, article 4.23.3	/	Sans objet
3	Définition générale des moyens	Arrêté Préfectoral du 30/07/2020, article 7.6.1	/	Sans objet
4	Conditions d'entreposage des terres et déchets	Arrêté Préfectoral du 30/07/2020, article 8.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection demande à l'exploitant de rechercher l'origine des non-conformités ,d' analyser le mode opératoire pour la mesure, de vérifier l'exploitation des mesures et de refaire une campagne de mesure de surveillance de la qualité de l'air à l'extérieur du site à la limite de propriété.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2020, article 2.4.4
Thème(s) : Autre, Statut nicheur du Faucon Cresserelle
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit approfondir le diagnostic afin de confirmer ou pas le statut « nicheur » du Faucon Crécerelle.</p> <p>En cas de confirmation, l'impact des travaux devra être estimé et des mesures spécifiques devront être proposées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conclusion du diagnostic environnemental su suivi de nidification du Faucon cresserelle (Source : rapport Remea daté au 31/08/2022) :</p> <p>"Depuis juillet 2020 et l'obtention de son permis d'exploiter, REMEA occupe quotidiennement le site localisé sur la commune de Gaillon (27).</p> <p>Depuis lors, aucune présence du Faucon crécelle n'a été observée (survol ou nidification).</p> <p>Il est à noter qu'une boîte en métal contenant des fientes de rapace avait été observée dans le bâtiment au nord-ouest, lors des études réalisées en 2019.</p> <p>L'absence de nidification observée en juillet 2019 (absence de bruit, de mouvement, de nouvelle fiente, de pelote de rejection) a pu être confirmé en août 2021. Aucune évolution n'a pu être notée entre ces deux périodes."</p>
<p>Observations :</p> <p>Les clichés pris en 2019, 2021 et 2022 peuvent être comparés et ne montrent pas d'évolution de la situation.</p> <p>La prescription spécifique au statut nicheur du Faucon Cresserelle ainsi que l'avis de la MRAE du 24/10/2019 sont respectés.</p> <p>L'absence de nidification du faucon Cresserelle dans le bâtiment peut être confirmé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2020, article 4.23.3
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les 3 piézomètres mis en place font l'objet d'un suivi. Les paramètres analysés sont à minima les mêmes que ceux analysés dans le cadre des rejets d'eau superficielles et/ou mis en évidence dans le cadre du diagnostic de l'état de pollution du sol et sous-sol : Paramètres</p> <p>Périodicité de l'autosurveillance assurée par l'exploitant</p> <p>MES Semestrielle</p> <p>Indice phénols Semestrielle</p> <p>Cyanures totaux Semestrielle</p> <p>HAP Semestrielle</p> <p>BTEX Semestrielle</p> <p>COHV Semestrielle</p> <p>Alcools et solvants polaires Semestrielle</p> <p>Composé organique halogénés en AOX Semestrielle</p> <p>Arsenic et composés (en As) Semestrielle</p> <p>Cadmium et composés (en Cd) Semestrielle</p> <p>Chrome Hexavalent semestrielle</p> <p>Chrome et composés (en Cr) Semestrielle Cuivre et composés (en Cu) Semestrielle</p> <p>Mercure et composés (en Hg) Semestrielle</p> <p>Nickel et composés (en Ni) Semestrielle</p> <p>Plomb et composés (en Pb) Semestrielle</p> <p>Zinc et composées (en Zn) Semestrielle</p> <p>Fer, aluminium et composés Semestrielle</p> <p>Fluor et composés (en F) Semestrielle</p> <p>Manganèse et composés (en Mn) Semestrielle</p> <p>Métaux totaux (somme) Semestrielle</p> <p>Hydrocarbures totaux (HCT) Semestrielle</p> <p>Azote global Semestrielle Phosphore global Semestrielle</p> <p>Carbone organique Total (COT) Semestrielle</p> <p>Le puits industriel de pompage des eaux de la nappe fait l'objet d'un suivi tel que défini à l'article 4.1.2.2. Cette surveillance porte sur les paramètres du tableau ci-avant.</p> <p>Les résultats de tous les contrôles et analyses sont communiqués à l'Inspection des Installations Classées accompagnés de tous commentaires utiles à leur compréhension (plan de situation, sens d'écoulement des eaux, suivi de tendance sous forme de graphique et tableaux, analyse de référence, ...).</p> <p>En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constaté par l'exploitant, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, l'exploitant, en accord avec l'Inspection des Installations Classées, met en place un plan d'action et de surveillance renforcée. Il sera également précisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les éventuelles anomalies, incidents ou accidents à l'origine du dépassement ou de la dérive ; • les actions immédiatement mises en œuvre pour résorber les anomalies ou pour juguler la dérive

amorcée ;

- les dispositions prises pour éviter le renouvellement de ce type de situation.

Un bilan de ces résultats sera réalisé tous les 4 ans. Au bout de cette période, l'adaptation de ce programme pourra être examinée et proposée par l'exploitant et un nouveau programme mis en œuvre après accord de l'inspection des installations classées.

Constats :

La périodicité semestrielle de l'autosurveillance assurée par l'exploitant est respectée. Les rapports datés au 20/01/2022 et 16/08/2022 pour les trois piézomètres comprenant l'ensemble des paramètres prévus à l'article 9.2.3 de l'AP du 30/07/2020 et ne présente pas de non-conformités.

l'exploitant tient à jour une synthèse des résultats.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Définition générale des moyens

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2020, article 7.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude de dangers. L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre Un débit total simultané de 60 m ³ / heure disponible pendant deux heures doit être assuré en toute circonstance. L'exploitant dispose : <ul style="list-style-type: none">- d'une réserve d'eau constituée au minimum de 120 m³ .- de 1 poteau incendie à proximité du site, cet hydrant normalisé doit assurer un débit minimum de 1 000 litres/mi, sous une pression de 1 bar et être placé à moins de 100 m de l'entrée principale par des chemins carrossables. Ce poteau incendie pourra être substitué par une réserve d'eau de 120 m³ au minimum.
Constats : L'inspection a constaté que le site dispose de deux bâches souples de 120 m ³ implantés à l'entrée du site et à l'extrémité opposée du bâtiment. La première compense l'absence d'un poteau incendie placé à moins de 100 m de l'entrée principale du site. Des extincteurs sont répartis à l'intérieur des bâtiments et locaux. Une vanne guillotine a été installée afin de confiner les eaux d'extinctions et d'éviter tout déversement dans la Seine via le réseau d'eaux pluviales.
Observations : l'exploitant informera l'inspection des conclusion de la vérification avec le SDIS de l'Eure que les réserves souples pourront être utilisées en cas d'incendie pour le stockage des eaux d'extinction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conditions d'entreposage des terres et déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2020, article 8.2
Thème(s) : Autre, plan et panneautage des informations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les terres et déchets entrants sont accueillis : <ul style="list-style-type: none">• soit en attente de traitement puis d'expédition ;• soit en transit uniquement (passage sur le site sans traitement). Le site est organisé en zones de transit / d'attente avant traitement puis attente avant expédition en fonction du traitement et de la dangerosité des terres et déchets accueillis. La durée maximale de transit ou de traitement des déchets est de 3 ans s'ils sont destinés à être valorisés ultérieurement ou 1 an s'ils sont destinés à l'élimination à compter de la date de réception des déchets sur site jusqu'à la date d'expédition des déchets. Les zones de stockage et de traitement sont clairement délimitées et identifiées sur le site sur un plan tenu à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant est en mesure de justifier en permanence le respect des quantités maximales fixées à l'article 1.5.2. Les lots de chacun des producteurs ou détenteurs initiaux y sont clairement délimités et identifiés. Un plan disponible sur le site et le panneautage des lots indique : <ul style="list-style-type: none">• le numéro de la zone et ou casier ;• le numéro et nom de chacun des lots de déchets stockés sur la zone, ainsi que leur date d'arrivée sur site ;• la caractéristique des terres et déchets présents dans la zone (pollution / organique / minérale...) ;• la quantité de terres ou déchets présents dans la zone ;• la date d'identification de cette quantité ; l'opération a effectuée ou en cours sur le déchet (transit, lavage, traitement biologique).
Constats : Les zones de stockage et de traitement sont clairement délimitées et identifiées sur le site sur un plan. L'inspection a constaté que le "panneautage" des lots indique : <ul style="list-style-type: none">- le numéro de la zone et ou casier ;- le numéro et le nom de chacun des lots de déchets stockés sur la zone, ainsi que leur date d'arrivée sur site;- la caractéristique des terres et déchets présents dans la zone;- la quantité de terres ou déchets présents dans la zone ;- la date d'identification de cette quantité ;- l'opération a effectuée ou en cours sur le déchet
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/07/2020, article 9.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant mise en activité des installations et au cours de l'exploitation, l'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air à l'extérieur du site à la limite de propriété les paramètres suivants et/ou des retombées de poussières.</p> <p>Constats : Lors de la visite l'exploitant a remis à l'inspection le rapport du 14/12/202 de LINGER Lece concernant la mesure de la qualité de l'air (retombés atmosphériques) autour du site. La campagne de mesure comporte trois périodes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du 30/08/2022 au 13/09/2022 (COV, NH3,benzène); - le 31/08/2022 (HAP); - du 07/10/2022 au 07/11/2022 (poussières totales et métaux). <p>Le programme de surveillance concerne ces trois points de prélèvements :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Point 1 : Limite de propriété (côté ouest); - Point 2 : Le site (Pilier pont roulant côté Seine); - Point 3 : Bruit de fond (Carrefour entrée site). <p>Pour rappel les polluants suivis sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Poussières totales; - Métaux (Al, Sb, As, Cd, Cr, Co, Cu, sn, Fe, Mn, Hg, Ni, Pb, Se, Te, Ti, V, Zn) - COV, Benzène, NH3; - PCB; - HAP. <p>Concernant les retombées de poussières et dépôt de métaux :</p> <p>Absence d'analyse du point n°2 (échantillon dégradé)</p> <p>Les résultats d'analyses du point n°1 présentent des non-conformités concernant le Chrome (Cr) et le Zinc (Zn)</p> <p>Les résultats d'analyses du point n°3 présentent des non-conformités concernant les poussières, le chrome (Cr) et le Nickel (ni)</p>

Tableau 7. - Retombées de poussières (mg/m²/jour) et dépôts de métaux (µg/m²/jour)

Paramètres	Point 1 (Limite Ouest)	Point 2 (Pont roulant)	Point 3 (Carrefour)	Valeur limite	Valeur de réf zone rurale	Valeur de réf zone urbaine
Poussières	21,3	-	631,6	350,0		
Aluminium (Al)	516	-	575			
Antimoine (Sb)	2	-	2			
Arsenic (As)	2	-	2			
Cadmium (Cd)	1	-	1	2		
Chrome (Cr)	26	-	21		2,5	4,6
Cobalt (Co)	1	-	1			
Cuivre (Cu)	11	-	8		11	21
Etain (Sn)	2	-	2			
Fer (Fe)	1206	-	948			
Manganèse (Mn)	16	-	22		43	55
Mercur (Hg)	1	-	1			
Nickel (Ni)	12	-	19	15		
Plomb (Pb)	2	-	4			
Sélénium (Se)	3	-	3			
Tellure (Te)	2	-	2			
Thallium (Tl)	1	-	1			
Vanadium (V)	1	-	1			
Zinc (Zn)	539	-	185	400		
Taux d'exposition (%)	14	6	11			

Extrait du rapport Ginger lecs du 14/12/2022

Les valeurs limites se concentrations en benzène sont dépassées pour les 3 points de prélèvements.

Tableau 10. - Concentrations en NH₃ et Benzène (µg/m³)

Paramètres	Unités	Point 1	Point 2	Point 3	Valeur limite	Valeur de référence
Ammoniac (masse support)	µg/tube	16	-	12		
Ammoniac (concentration NH ₃)	µg/m ³	3,4	-	2,6		500
Benzène (masse support)	ng/tube	130	250	160		
Benzène (concentration C ₆ H ₆)	µg/m ³	7,3	14,0	9,0	5	

Extrait du rapport Ginger lecs du 14/12/2022

L'origine des non-conformités n'a pu être corrélée avec l'activité du site par l'exploitant.

Le site n'a pas d'impact sur l'environnement vis-à-vis des polluants suivants : HAP, PCB, COV et NH₃.

Observations : L'inspection demande à l'exploitant de rechercher l'origine des non-conformités ,d' analyser le mode opératoire pour la mesure, de vérifier l'exploitation des mesures et de refaire une campagne de mesure de surveillance de la qualité de l'air à l'extérieur du site à la limite de propriété.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet